



FDU-INKINGI
Forces Démocratiques Unifiées
United Democratic Forces



☐: (+250) 728636000

☐ info@fdu-rwanda.com

☐: (+32)478973762 , (+33)650293997, (+44)7982381717

<http://fdu-rwanda.com>, <http://victoire-ingabire.com>

COMITE DIRECTEUR – STEERING COMMITTEE

"Pour un Etat de Droit, la Démocratie et l'Egalité de chances" ; "For the rule of law, democracy and equal opportunity"

LE PARTI FDU-INKINGI ADRESSE AUX RWANDAIS ET AMIS DU RWANDA SES VOEUX LES MEILLEURS POUR LE NOUVEL AN 2017

Rwandaïses, rwandaïses,

Amis du Rwanda,

A l'occasion de cette fin d'année 2016, au nom du parti FDU-Inkingi, de sa Présidente injustement emprisonnée jusqu'à ce jour, et à mon nom propre, je voudrais vous adresser nos vœux les meilleurs pour le nouvel an 2017. Qu'il vous apporte la paix et la pleine jouissance de vos droits fondamentaux de la personne humaine pour vous permettre de recouvrer pleinement vos libertés et vivre comme des personnes libres.

Au moment où nous terminons l'année 2016, nous voudrions faire avec vous une évaluation de la situation politico-sociale du Rwanda pour savoir ce que nous avons vécu et ce que nous prévoyons faire pour que notre pays soit un Etat de droit respectueux des droits et libertés de la personne humaine ; un pays caractérisé par une Démocratie pluraliste, consensuelle et une justice indépendante sans l'interférence de l'exécutif et des responsables militaires ou autres services de sécurité ; un pays sans discrimination aucune, qui privilégie le dialogue et la réconciliation, veille au respect mutuel entre les Rwandais eux-mêmes, et les autres peuples ; un pays qui privilégie le développement intégré, l'équité et l'égalité des chances ; un pays où l'espace politique est ouvert, où les gouvernants rendent compte au peuple.

Rwandaïses, rwandaïses,

Six ans se sont écoulés depuis que notre Présidente a été arbitrairement arrêtée et injustement condamnée. Elle fut emprisonnée alors qu'elle était porteuse d'un message de son parti; un message de :

- paix
- droit à la liberté de pensée, de conscience pour chaque rwandais;
- droit à la liberté d'opinion et d'expression et de participation au développement du pays;
- respect mutuel et d'empathie entre les rwandais, de droit au deuil et de sépulture non discriminatoires;

Tel : (+250)728636000, (+32)478973762, (+33)650293997, (+44)7982381717, info@fdu-rwanda.com
<http://fdu-rwanda.com>, <http://victoire-ingabire.com>

Join us on **Facebook**: <http://www.facebook.com/pages/Victoire-Ingabire-Umuhoza-for-President/109504816547> - Watch us on **YouTube**: <http://www.youtube.com/user/FDUInkingi123> - Follow us on **Twitter**: <http://twitter.com/VictoireUmuhoza>

- liberté d'entrepreneuriat y compris le droit du paysan d'exploiter raisonnablement son lopin de terre au profit de son ménage;
- droit de participer à la gouvernance du pays et de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, et d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

Alors que le parti-Etat FPR prétend qu'il bénéficie du plein soutien du peuple, il fait tout pour éviter des élections libres et transparentes; au moment où le gouvernement du FPR mène une diplomatie offensive en vue de la mise en application de la clause de cessation de réfugié pour les rwandais et fait tout ce qui est dans ses pouvoirs pour les forcer à rentrer en recourant mêmes aux manœuvres machiavéliques pour les déstabiliser dans les pays hôtes; tout en invitant les rwandais de la diaspora de ne pas continuer à faire la politique à l'étranger et de rentrer pour contribuer au développement du pays; ceux qui se décident et réussissent à rentrer au pays pour y faire la politique sont persécutés, torturés pour les forcer à adhérer au parti FPR, jetés en prison, kidnappés et faits disparaître ou assassinés.

Le moment du changement c'est maintenant,

Fin 2015 les rwandais se sont vu imposés un referendum sur le changement de la Constitution par une mise en scène folklorique de pétitions orchestrée par le FPR et ses partis fantoches. La modification de la Constitution fait une exception pour le général Paul Kagame et l'autorise à briguer un autre mandat de sept ans jusqu'à 2024. Après ces sept années, Paul Kagame pourrait alors se présenter encore pour deux mandats de cinq ans chacun, ce qui étendrait son régime totalitaire et répressif jusqu'en 2034. Les Partis de l'opposition et les amis du Rwanda ont décrié et condamné ces manœuvres de mauvais augure qui ne peuvent que conduire à l'instabilité future au Rwanda. Mais le gouvernement du FPR continue de faire la sourde oreille.

La question des terres enlevées aux paysans est également très inquiétante et continue d'accroître les tensions entre les Rwandais venus de l'extérieur et ceux qui étaient restés au pays. Les paysans sont spoliés de leurs terres au profit des dignitaires du régime et leurs acolytes qui réinstallent progressivement le système de servage. Le cas le plus récent est celui de Rutsiro. En plus les agriculteurs sont forcés de pratiquer la monoculture et ne peuvent utiliser leurs plantations avant la récolte pour la commercialisation auprès des centres de vente imposés par le FPR qui achètent les produits agricoles aux prix dérisoires. Ceci a provoqué des famines chroniques au Rwanda que les paysans eux-mêmes dénomment « NZARAMBA » (pérennes), mêmes dans les régions autrefois réputées être des greniers du pays comme le Bugesera, le Mutara et même le Nord-Ouest du Pays. Ceux qui se refusent de pratiquer des cultures imposées se voient leurs cultures arrachées, et des fois ils sont battus à mort par des autorités locales (Exécutifs) sous prétexte qu'ils entravent la réalisation de leurs contrats de performances (Imihigo). Ce n'est pas non plus rare que des services de sécurité tirent sur des affamés et les tuent sous prétextes qu'ils sont des voleurs de récoltes, comme si la justice n'existait plus. Pourtant la peine de mort a été, officiellement, abolie au Rwanda.

Au moment où le gouvernement du FPR prétend que la promotion de santé publique bat son plein, beaucoup de rwandais sont incapables de payer les “mutuelles” à cause de leur pauvreté. Ici aussi on enregistre plusieurs cas de mortalité dus aux coups et blessures à ceux qui, prétendument, font obstacles aux contrats de performance des autorités locales et DASSO (*District Administration Security Service Organ*); même ceux qui sont solvables ne trouvent pas les médicaments prescrits par les médecins car les centres de santé et les hôpitaux sont dans une rupture structurelle de stocks.

Dans le domaine de l'éducation, le FPR avait promis l'enseignement primaire gratuit, mais beaucoup d'enfants ne peuvent pas fréquenter l'école alors qu'ils vivent dans la misère et n'ont rien à manger. Ceux qui réussissent à aller à l'école ne reçoivent pas la formation adéquate à cause des classes surpeuplées, des enseignants mal payés préoccupés par leur survie, et le manque d'équipement et de matériel scolaires qui sont les privilèges des écoles privées des de la nomenclatura du FPR. La médiocrité de cette formation se traduit par le chômage des jeunes ayant même des diplômes de formation technique et universitaires ; ceci se reflète aussi au niveau de la dévalorisation des diplômes des écoles rwandaises qui ne permettent pas aux lauréats d'être compétitifs à l'étranger.

L'essor de libre entrepreneuriat des rwandais est handicapé par de multiples contributions aléatoires et imposées par et pour le FPR. Lorsque ces contributions ne sont pas versées, les commerçants se voient écartés des marchés publics au Rwanda déjà accaparés par les sociétés du FPR comme Tristar et Crystal Ventures.

Alors que les écoles et les hôpitaux souffrent de manque de fonds pour l'équipement, alors que les étudiants ne reçoivent pas leurs bourses (minerval), alors que les enseignants sont trop mal payés, le FPR fait la course aux armements, non pour assurer la sécurité et la souveraineté nationales, mais pour soumettre et lutter contre sa propre population comme une force d'occupation. L'armée et les services de sécurité ne sont plus au service du peuple mais au service des gouvernants et pour la pérennisation de la dictature en place.

La crise rwandaise exige la contribution et la participation de toutes les forces vives du pays. Le pouvoir en place a donné une fin de non-recevoir le dialogue avec les forces de l'opposition. Il se contente des rencontres nommées UMUSHYIKIRANO où participent les membres du FPR et ses acolytes pour passer la longueur des journées à louer et vénérer le Président Kagame. Ce n'est pas dans ce genre de folklore que peuvent se faire des débats contradictoires qui devraient inspirer le pouvoir en place pour réorienter ses politiques.

Le FPR ne changera jamais sa nature dictatoriale. Nous avons tout fait pour le ramener à la raison, mais il reste muet à nos appels, mêmes les pionniers du FPR ont fini par quitter son navire qui va à la dérive. Nous avons prouvé sur tous les aspects que le dialogue est la seule voie susceptible d'éviter au pays d'autres guerres ; dans tous les cas le dialogue coûte toujours moins cher que la guerre.

Les rwandais doivent comprendre qu'ils doivent eux-mêmes tout faire pour revendiquer et arracher leurs droits et libertés. Ils ne doivent pas continuer à se laisser opprimer par le FPR comme par une force d'occupation dans leur propre pays.

C'est pourquoi nous avons décidé avec d'autres Partis et organisations politiques de créer une Plateforme constituée par une large coalition de partenaires clés de la société Rwandaise, issus de tous les groupes ethniques (*Hutu, Tutsi et Twa*) et de toutes les régions du Rwanda, et qui ont un parcours historique diversifié. Nous sommes décidés à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre en place des mécanismes constitutionnels et des arrangements institutionnels de gestion du pouvoir, ainsi que des services de sécurité qui rassureraient et sécuriseraient tout un chacun, afin de mettre fin aux flux de réfugiés et aux différentes formes de frustrations et de rébellions qui en découlent ; ainsi que d'assurer des mécanismes qui garantissent la séparation des pouvoirs.

En ce qui concerne les élections prévues en Août 2017, en tant que parti d'opposition, nous les considérons comme une mise en scène et n'en attendons pas grand-chose. La consécration du président en place pour lequel le changement de la constitution a été taillé sur mesure est une réalité incontestable. Les manœuvres qui en sont à la base produiront le même résultat et les mêmes effets, d'autant plus que c'est la personne qui entre en lice qui établit les règles du jeu, met en place la commission électorale et commande toutes les forces de sécurité qui en assureront l'ordre.

Si le pouvoir en place n'est pas en mesure de laisser les rwandais le droit de prendre part à la direction des affaires publiques et de choisir librement ses dirigeants, alors nous appelons le peuple rwandais à se battre pour sa souveraineté, car la volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics.

Nous souhaitons à vous tous un heureux nouvel an 2017 qui va nous permettre de nous libérer pour recouvrer nos droits ; qu'il nous soit prospère et nous apporte plus de justice et d'équité sociale, une réelle et effective réconciliation entre toutes les composantes de notre société, et qu'il soit une année d'ouverture pour permettre à tous les réfugiés de rentrer.

Nous espérons que l'an 2017 apportera à tous les rwandais le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat, de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays sans autres conditions ou entraves.

Ensemble nous vaincrons.

Fait à Bruxelles le 31 décembre 2016

Bukeye Joseph

Deuxième Vice-Président des FDU-Inkingi

ibukeye11@yahoo.fr